

"L'impasse de la Sarre" dans Het Parool (24 octobre 1955)

Légende: Le 24 octobre 1955, le quotidien néerlandais Het Parool analyse les conséquences du rejet par les électeurs sarrois du statut européen de la Sarre dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) tel que prévu par les accords de Paris du 23 octobre 1954 et s'interroge sur l'avenir des relations franco-allemandes.

Source: Het Parool. Vrij Onverveerd. dir. de publ. Van Norden, W ; Réd. Chef Koets, P. J. 24.10.1955, n° 3.309; 15. Jg. Amsterdam: Het Parool. "De impasse in de Saar", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_impasse_de_la_sarre_dans_het_parool_24_octobre_1955-fr-a685e1c5-7436-4b89-9568-d99d9fbcc64b.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'impasse de la Sarre

Les émotions fortes l'emportent généralement sur la raison, et un slogan faisant appel à l'instinct a plus de chance de faire mouche qu'un simple argument.

Le vote populaire qui s'est tenu hier en Sarre le prouve une fois de plus. Il était à craindre qu'une majorité de gens s'opposerait au statut européen, mais peu avaient imaginé une majorité aussi écrasante.

Quoi qu'il en soit, ce verdict a pour maigre consolation le mérite d'être clair. Plus de quatre-vingt-dix pour cent des électeurs ont fait usage de leur droit et le vote a pu se dérouler en toute liberté, grâce au contrôle exercé par une commission neutre. Grâce aux informations trompeuses des partis pro-allemands, de nombreuses personnes étaient manifestement convaincues de remplir leur devoir envers leur patrie en tant qu'Allemands en votant «non». Il est évident d'après les résultats du vote qu'il leur est totalement échappé qu'ils n'ont au contraire, par leur comportement, rendu service, ni à la République fédérale d'Allemagne ni à l'Europe ni à la France.

Et à présent? Avant le vote, Paris a fait savoir qu'en cas de rejet du statut, le statu quo serait maintenu, et qu'il ne serait plus question d'entamer de nouvelles négociations franco-allemandes en vue de faire admettre à Paris de nouvelles concessions. Naturellement, il est exclu que le gouvernement français adopte un point de vue différent à l'heure actuelle. À Paris également, personne ne s' imagine toutefois qu'il sera possible de faire comme si de rien n'était, et qu'à présent «donc», la situation telle qu'elle est depuis 1945, deviendra permanente. Il s'agit là d'une question de logique, mais pas de politique. En effet, ce genre d'idée devrait signifier que les élections pour un nouveau Landtag, qui auraient dû se dérouler après quelques mois si le statut avait été accepté, pourraient ne pas avoir lieu. Mais l'actuel gouvernement du ministre-président Hoffmann a entre-temps fait tout ce qui lui était politiquement possible après les résultats d'hier: démissionner. Quelqu'un est-il suffisamment fou pour penser que d'autres auraient pu, dans ces circonstances, reprendre le flambeau de M. Hoffmann et poursuivre les affaires comme par le passé?

C'est là une des possibilités. Il en existe bien d'autres encore. Les relations franco-allemandes sont à nouveau mises à rude épreuve. Un nouveau coup a été asséné à l'unité européenne. Ou y en a-t-il parmi les hommes politiques français qui, à cette occasion, penseront aux célèbres vers allemands sur la malédiction de la mauvaise action, qui entraîne en permanence de nouvelles méchancetés? Il est certain en effet que le rejet de la Communauté européenne de défense par l'Assemblée nationale française fin août de l'année dernière a été l'une des principales raisons qui font que l'Europe doit aujourd'hui également recoller les morceaux avec la Sarre.

Il nous semble dès lors de la plus haute importance que la question de la Sarre ne soit, à ce stade, pas considérée comme une affaire concernant purement les pays immédiatement concernés, mais bien l'Europe de l'Ouest dans son ensemble. Aussi, plus tôt la situation actuelle sera placée à l'ordre du jour dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale, mieux cela sera, à nos yeux. Cela demandera à toutes les parties de faire preuve d'un maximum de sagesse en tant qu'hommes d'État et de tact. De la part de la France et de l'Allemagne avant tout, évidemment, mais aussi des autres pays qui pourraient être appelés à jouer le rôle d'intermédiaire.

Espérons que la prise de conscience que la plaie ouverte dans le corps de notre continent ne peut, dans notre intérêt à tous, rester ouverte, fera en sorte qu'au moins dans les tentatives de sortir de l'impasse actuelle, le bon sens, l'objectivité et le sens de ce qui est réel et important auront raison de la déception et de l'agacement des Français et des sentiments nationalistes exacerbés d'outre-Rhin.